

La Première République tchécoslovaque et l'émigration russe (1920-1938) : la spécificité d'une politique d'asile

Olga Bobrinskoy

Citer ce document / Cite this document :

Bobrinskoy Olga. La Première République tchécoslovaque et l'émigration russe (1920-1938) : la spécificité d'une politique d'asile. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest, vol. 26, 1995, n°1. pp. 153-175;

doi : <https://doi.org/10.3406/receo.1995.2716>

https://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_1995_num_26_1_2716

Fichier pdf généré le 12/04/2018

Résumé

Parmi les États d'Europe centrale et orientale, la Tchécoslovaquie s'est imposée dans les années vingt comme un lieu d'accueil privilégié de l'intelligentsia russe en exil. La contribution de l'État tchécoslovaque au développement de la vie culturelle et scientifique russe a favorisé la venue de l'élite politique et intellectuelle de l'ancien Empire russe, émigrée après la révolution ou expulsée d'U.R.S.S. en 1922. Le soutien moral et financier apporté par le gouvernement Masaryk à l'émigration reposait sur la conviction d'une évolution rapide et inéluctable du nouveau régime en U.R.S.S., qui entraînerait le retour de l'intelligentsia en Russie. Dans cette optique, le gouvernement tchécoslovaque définit son aide comme un investissement pour l'avenir. Il projetait ainsi de participer au relèvement de l'U.R.S.S. par la formation et l'enrichissement des futurs cadres de la nation dont il attendait, en retour, qu'ils établissent des liens économiques et politiques privilégiés avec la Tchécoslovaquie, leur terre d'asile provisoire. L'enthousiasme dura à peine une décennie mais il permit à Prague de devenir l'un des centres les plus dynamiques de l'intelligentsia russe émigrée.

Abstract

The First Czech Republic and the Russian emigrants (1920- 1938) : the specificity of Czech policy in welcoming émigrés.

Among the countries of central and eastern Europe, Czechoslovakia occupied a notable place during the 1920' s in providing a home for the exiled Russian intelligentsia. The Czech State's contribution to the development of Russian scientific and cultural life favoured the arrival of the political and intellectual élites of the former Russian empire, who emigrated after the revolution, or were expelled from the USSR in 1922. The moral and financial support given to the émigrés by Masaryk' s government was based on the certainty of a swift and ineluctable development of the new régime in the USSR, which would bring about the return of the intelligentsia to Russia. Given this belief, the Czech government defined the proffered aid as an investment for the future. In this way, it planned to play a part in the rise of the USSR through the training and endowment of the nation's future cadres, from whom in return it was expected that they would create special political and economic links with Czechoslovakia, which had provided them with a temporary home. This committed assistance only lasted a decade or so, but it allowed Prague to become one of the most dynamic centres of the expatriated Russian intelligentsia.

La Première République tchécoslovaque et l'émigration russe (1920-1938) : la spécificité d'une politique d'asile

Olga BOBRINSKOY*

Parmi les nouveaux États d'Europe centrale et orientale issus de l'effondrement des empires en 1918, la Tchécoslovaquie bénéficia d'un prestige particulier auprès des gouvernements occidentaux. A l'image de son président Tomas Masaryk, un intellectuel de haute culture, engagé de longue date dans la lutte pour l'émancipation nationale et politique du pays, la Tchécoslovaquie fut considérée comme l'un des États les plus démocratiques et ouverts de la région. Un des éléments qui concourut à cette réputation fut l'action de soutien mise en place par le nouveau gouvernement en faveur des émigrés russes. Répondant à l'appel pressant de la SDN, alertée par la dispersion en Europe de plusieurs centaines de milliers de réfugiés russes à la fin de la guerre civile, la Tchécoslovaquie fit preuve d'un esprit d'initiative insolite en matière d'accueil. En effet, elle n'ouvrit pas seulement ses frontières aux apatrides, comme le firent la France et bien d'autres États, mais elle définit surtout une politique d'asile dont l'un des objectifs primordiaux était de favoriser l'essor de la vie intellectuelle russe en exil. Sélective, cette politique concerna essentiellement l'intelligentsia libérale de l'ancien empire sur laquelle les dirigeants tchécoslovaques fondaient l'espoir d'une renaissance à venir de la Russie. Cette foi dans le triomphe prochain de l'idéal démocratique fut à l'origine de la générosité du gouvernement. Elle témoigna de la force des aspirations de l'après-guerre, portées par l'innovation que représentait l'existence de la Tchécoslovaquie. L'enthousiasme dura à peine l'espace d'une décennie mais il permit à Prague de devenir l'un des centres les plus dynamiques de l'intelligentsia russe émigrée.

I. LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION D'AIDE AUX RUSSES (1922-1926)

A la suite de la défaite définitive en 1920 des armées blanches opérant dans le sud de la Russie, les gouvernements européens étaient vivement préoccupés

* Cet article fait suite à un mémoire de maîtrise d'histoire, consacré à "La politique du gouvernement tchécoslovaque envers les émigrés russes, 1921-1939", soutenu en octobre 1993 à l'Université de Paris I, sous la direction de M. B. Michel.

par le sort, en Europe centrale et balkanique, des réfugiés russes dont le nombre était estimé à un million environ¹. Au début de l'année 1921, la question de l'évacuation des réfugiés se trouvant en Turquie et dans les Îles grecques mobilisa l'attention de la SDN. Le Haut-Commissariat aux réfugiés de la SDN, créé au cours de l'été, s'était donné pour tâche prioritaire de placer les Russes de cette région, provisoirement hébergés dans des camps où sévissaient d'importantes épidémies de typhus et de choléra².

Le gouvernement tchécoslovaque fut l'un des premiers à proposer sa contribution à la résorption de cette situation. En août 1921, il fit part à la SDN de son intention de prendre en charge quelques milliers de réfugiés de Turquie et de Grèce, principalement des étudiants, des intellectuels, des ingénieurs, des agriculteurs et des enfants. Cette proposition émanait du chef de l'État en personne, Tomas Masaryk, qui confia l'organisation et le financement de l'action d'aide aux émigrés russes dite officiellement "Action d'aide aux Russes" (*Ruská Pomocná Akce*) à son plus proche collaborateur, le ministre des Affaires étrangères, Edvard Beneš³.

Bien que les premières arrivées d'émigrés anticipèrent la décision du gouvernement tchécoslovaque, le véritable afflux des réfugiés russes se produisit lors de la mise en application de l'Action d'aide aux Russes, à la fin de l'année 1921. Au 1^{er} janvier 1922, 2 098 agriculteurs en provenance de Constantinople et de l'île de Lemnos furent acheminés dans le pays, en deux transports, via Trieste⁴. Près de 1 000 étudiants et 500 enfants étaient également attendus. A cette date, le quota d'immigration des réfugiés russes se trouvant dans les autres pays d'Europe fut relevé. Ce furent principalement les émigrés russes des Balkans et d'Allemagne qui profitèrent de l'ouverture des frontières tchécoslovaques. Le permis de séjour fut attribué en priorité aux intellectuels, aux étudiants, aux agriculteurs et aux ingénieurs. Ainsi, le nombre d'étudiants russes ne cessa de croître de 1921 à 1924 comme le montrent les effectifs de ceux pris en charge par le Comité russe d'aide aux étudiants : en 1924, celui-ci comptait 3 180 étudiants contre 662 en 1921⁵. La Tchécoslovaquie se présentait ainsi comme le centre étudiant de la diaspora russe.

1. John Hope SIMPSON, *The Refugee Problem : Report of a Survey*, Oxford, 1939, p. 197.

2. La Turquie, la presqu'île de Gallipoli et les Îles grecques furent les premiers lieux de destination des réfugiés militaires de l'armée défaite du général Wrangel ainsi que des civils qui fuyaient la Crimée en novembre 1920. On estime le nombre des évacués à 180 000. *Ibid.*, p. 69.

3. Lettre de Masaryk à Edvard Beneš, 28 juillet 1921, *Cesta Democracie* (La voie de la démocratie), vol. II, Prague, 1934, pp. 54-57.

4. S. POSTNIKOV, *Russkie v Prage* (Les Russes à Prague), Prague, 1928, p. 29.

5. *Ibid.*, p. 71. Les étudiants russes en Tchécoslovaquie formaient la plus grande communauté étudiante russe en exil. Ils étaient en 1925, 2 000 en Yougoslavie et en Chine, 1 000 en Bulgarie et aux États-Unis, 800 en France et en Allemagne et 250 en Belgique ; *Almanach de la République tchécoslovaque*, Prague, 1926, p. 267.

Les intellectuels (enseignants, scientifiques et écrivains) connurent une évolution comparable. Le gouvernement tchécoslovaque se montra particulièrement bien disposé à l'égard des intellectuels expulsés d'U.R.S.S. en 1922. Ces derniers, qui furent plus d'une centaine à prendre le chemin forcé de l'exil sur l'ordre du gouvernement de Lénine, comprenaient de nombreux philosophes, historiens, hommes de lettres et scientifiques, qui étaient désormais considérés comme des personnalités dangereuses parce qu'elles représentaient des foyers indépendants de l'intelligentsia russe en Union soviétique⁶. Plusieurs de ces "proscrits" trouvèrent refuge en Tchécoslovaquie et y renforcèrent ainsi la présence de l'intelligentsia exilée.

L'Action d'aide aux Russes exerça également une forte attraction sur les intellectuels russes établis en Allemagne, notamment lors de la poussée inflationniste de 1923 qui provoqua la dispersion de l'importante communauté russe de Berlin. L'historien russe A.A. Kizevetter rapportait lors de son arrivée à Prague, en 1923 :

« En ce moment, les Russes de Berlin se comportent comme les "Trois Sœurs" de Tchekhov ; alors que celles-ci ne pensent qu'à aller à Moscou, eux n'ont qu'un mot en tête : à Prague, à Prague, à Prague »⁷ !

C'est au cours de l'année 1922 que la Tchécoslovaquie accueillit le plus de réfugiés russes. D'après les estimations publiées dans l'étude de J.H. Simpson en 1939 (à partir des données des Archives historiques russes à Prague), le nombre d'émigrés russes serait passé de 6 000 au 1^{er} janvier à 22 000 en décembre⁸.

A. Une aide multiforme

L'ouverture du gouvernement tchécoslovaque aux émigrés se manifesta d'abord par *un important soutien financier* qui, plus que les déclarations d'intention faites à la tribune de la SDN, témoigne de l'effort consenti par le

6. Parmi les intellectuels expulsés, réfugiés en Tchécoslovaquie, on a retenu les noms suivants : S.N. Boulgakov, V.F. Boulgakov, A.V. Florovsky, A.A. Kizevetter, E.D. Kouskova, I.I. Lapchine, N.O. Lossky, V.A. Miakotine, M. Novikov, S.N. Prokopovitch et P. Sorokine. M. HELLER, "Premier avertissement : un coup de fouet. (L'histoire de l'expulsion des personnalités culturelles hors de l'Union Soviétique en 1922)", *Cahiers du monde russe et soviétique*, 20/2, Paris, 1979, pp. 131-172.

7. Expression rapportée par M. Boris N. Lossky.

8. J.H. SIMPSON, *op. cit.*, p. 82. C'est principalement dans la capitale que se sont concentrés les intellectuels et les étudiants. Brno en Moravie est en seconde position avec 1 000 étudiants. Les agriculteurs, en majorité cosaques, sont à répartir surtout entre la Bohême et la Moravie. La Slovaquie et la Ruthénie n'ont compté que quelques centaines d'émigrés russes. La Ruthénie fut davantage une terre d'accueil pour les émigrés ukrainiens de Galicie.

nouvel État. Le budget prévu par le Ministère des affaires étrangères pour l'Action d'aide aux Russes fut en hausse jusqu'en 1924 : établi à 10,3 millions de couronnes en 1921, il décupla en l'espace de trois ans, atteignant 100 millions en 1924 (1 FF = 2 Kcs)⁹. A titre comparatif, les dépenses de la Yougoslavie, autre centre important de l'émigration russe, étaient estimées à 1,2 million de francs pour une communauté d'environ 30 000 réfugiés¹⁰.

L'aide financière du gouvernement tchécoslovaque aux émigrés russes revêtait plusieurs formes : pensions et bourses individuelles, mais aussi financement de certains organes de presse, d'une importante maison d'édition ainsi que de nombreuses institutions éducatives et culturelles. Ces activités offraient de nombreux emplois aux émigrés en même temps qu'elles favorisaient le développement culturel de la communauté russe.

La prise en charge gouvernementale d'un émigré russe dépendait de son profil social et professionnel. Toutefois des critères plus subjectifs intervenaient dans le montant des subsides octroyés, tels la renommée intellectuelle ou politique du bénéficiaire. L'appartenance politique des demandeurs faisait l'objet d'une attention particulière (cf. *infra*) et pouvait, dans certains cas, justifier le refus ou l'interruption d'une aide. Le soutien financier du gouvernement allait donc de pair avec une identification précise de la personne assistée et avec une connaissance exacte de ses activités.

Le Comité russe d'aide aux étudiants, directement financé par le Ministère des affaires étrangères, prenait en charge les étudiants russes à la condition qu'ils puissent justifier de l'absence de moyen de subsistance. En effet, il était interdit à un étudiant boursier d'occuper un emploi. A la fin de chaque trimestre, les résultats des étudiants étaient soumis à une commission de contrôle en la présence d'un haut fonctionnaire du Ministère. Le montant mensuel des bourses s'élevait à 400 Kcs pour les étudiants logés en internat et à 600 Kcs pour les étudiants externes¹¹. L'aide que les étudiants russes recevaient du Ministère des affaires étrangères était plus substantielle que celle accordée aux étudiants tchécoslovaques, dont les bourses ne dépassaient pas 2 000 Kcs par an. Cette différence de traitement constituait d'ailleurs un sujet de discorde entre le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de l'éducation nationale¹².

9. E. CHINYAEVA, *Ruska emigrace v Československu : vyvoj ruské pomocne akce* (L'émigration russe en Tchécoslovaquie : l'évolution de l'Action d'aide aux Russes), *Slovanský Přehled*, Prague, 1993, n° 1, p. 22.

10. V. RUDNEV, *Russkoe delo v Čekhoslovackoj Respublike* (L'action russe en République tchécoslovaque), Paris, 1924, p. 9.

11. S. POSTNIKOV, *op. cit.*, p. 72.

12. Lettre du Présidium du Ministère de l'éducation nationale au Ministère des affaires étrangères, 17 avril 1924 ; cf. AFMZV (Arkhív Federálního Ministerstva Zahraničních Věcí – Archives fédérales du Ministère des affaires étrangères à Prague), Cabinet du ministre, carton n° 26.

Les professeurs et les savants russes recevaient une pension par l'intermédiaire du Conseil des professeurs, sous-section du Comité russe d'aide aux étudiants. En 1921, ils étaient 50, en 1924, 147 et en 1926, 130 à bénéficier de l'aide financière directe de l'État¹³. Alors que les pensions des professeurs russes correspondaient de façon stricte à l'échelle des salaires du Ministère de l'éducation nationale tchécoslovaque, les subsides accordés aux autres personnalités culturelles répondaient à des critères moins précis.

Le Comité d'aide aux écrivains et aux journalistes russes, placé sous l'autorité directe du Ministère des affaires étrangères, coordonnait l'assistance matérielle aux gens de lettres qui ne pouvaient survivre par leurs seules publications. En 1923, le Comité apportait une aide annuelle de 120 000 Kcs à 50 personnes¹⁴. Une figure importante de la colonie russe de Prague, Evgueny Liatsky, professeur de littérature russe à l'Université Charles de Prague, fut nommée par le Ministère des affaires étrangères à la tête du Comité.

Le champ d'action de ce Comité dépassait les frontières de la Tchécoslovaquie, venant aussi en aide à des écrivains renommés de l'émigration, résidant principalement en France.

Ainsi, dans son journal parisien, Ivan Bounine notait le 27 janvier 1922 :

« Nous avons reçu la visite du secrétaire de l'Ambassade tchèque. Celui-ci nous a transmis 5 000 F de la part de Benes. En prenant cet argent, je pleurais presque de honte et de douleur »¹⁵.

Bounine ne fut pas le seul à profiter de l'aide tchécoslovaque. A la demande de Beneš, Liatsky se rendit à Paris, début 1924, afin d'étudier la situation matérielle des écrivains russes¹⁶. En janvier 1925, Nadejda Teffi et Boris Zaïtsev reçurent la somme de 3 000 FF¹⁷. Constantin Balmont, Marina Tsvetaeva et Alekseï Remizov bénéficièrent jusqu'en 1931 d'une pension régulière du gouvernement tchécoslovaque¹⁸.

Le développement de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur constitua l'aspect le plus spectaculaire de la vie culturelle russe en Tchécoslovaquie. Au début des années 20, deux établissements, allant de la maternelle au baccalauréat, furent créés et pris en charge, pour l'essentiel, par l'État tchéco-

13. S. POSTNIKOV, *op. cit.*, p. 78.

14. Budget du Ministère des affaires étrangères pour 1923, 12 décembre 1922 ; cf. SÚA (Státní Ústřední Archív- Archives centrales d'État à Prague), PMR/S/706, cart. n° 255.

15. *Ustami Buninykh, dnevniky* (Par la voix des Bounine, journal), T. II, Francfort, 1981, p. 76.

16. Copie du rapport de Liatsky au Ministère des affaires étrangères sur son voyage à Paris, non daté ; cf. LAPNPP (Literární Archív Památníku Národního Písemnictví v Praze – Archives littéraires de Prague), fonds Liatsky, lettres envoyées au Ministère des affaires étrangères.

17. LAPNPP, fonds Liatsky, Ministère des affaires étrangères.

18. AFMZV, Section II, cart. n° 256a, doc. n° 159 677.

slovaque. Les cours y étaient dispensés en russe mais l'enseignement de la langue tchèque y était obligatoire dès le primaire¹⁹. Parmi les étudiants qui suivaient un enseignement supérieur, la majorité étaient inscrits dans des établissements universitaires tchécoslovaques (2 633 sur 3 500 étudiants en 1925). C'était le cas notamment des étudiants en sciences. Cependant, à partir de 1922, avec le concours financier du Ministère des affaires étrangères, naquirent des institutions universitaires spécifiquement russes, telles que l'Institut pédagogique russe Jan Komensky ou la Faculté russe de droit. Cette dernière acquit un prestige particulier en raison de la présence, dans le corps professoral, d'éminents juristes de la Russie pré-révolutionnaire²⁰.

Le financement d'instituts de recherche spécialisés dans l'étude de la Russie forme un pan original de l'aide tchécoslovaque à l'émigration russe. Le gouvernement manifesta dans ce domaine sa volonté d'intégrer le capital intellectuel des chercheurs russes à la vie scientifique tchécoslovaque. Ainsi, Prague accueillit en 1924 le Cabinet d'études économiques (centré sur l'étude de l'économie soviétique) qui avait été fondé à Berlin en 1922 par l'ancien ministre du Commerce et de l'approvisionnement du gouvernement provisoire russe, S.N. Prokopovitch²¹. L'Institut d'études de la Russie, dirigé par des membres ou des anciens membres du parti socialiste-révolutionnaire tels que A. Pechekhonov, V. Tchernov et S. Maslov, était surtout spécialisé dans les questions d'agronomie²². Dans un autre domaine, le Seminarium Kondakovianum, centre d'études byzantines créé en 1925 en l'honneur de l'historien d'art P.N. Kondakov, connut rapidement un rayonnement qui dépassa de loin la seule diaspora russe²³. Enfin, le Centre d'archives historiques russes fondé en 1923 put, grâce au soutien du Ministère des affaires étrangères, acquérir un très grand nombre de documents d'archives sur la Russie pré-révolutionnaire, la Révolution russe, la Guerre civile et l'émigration²⁴.

19. S. POSTNIKOV, *op. cit.*, pp. 100-108.

20. On peut citer les noms de P.I. Novgorodtsev, ancien directeur de l'École de commerce de Moscou, D.D. Grimm, ancien recteur de l'Université de Pétrograd et spécialiste de droit romain. G.V. Vernadsky enseignait l'histoire du droit russe, l'économie politique était représentée par l'académicien P.B. Struve, N.S. Timachev enseignait le droit pénal, etc.

21. S. TEJCHMANOVA, *Ekonomický Kabinet S.N. Prokopoviče v Praze* (Le Cabinet d'études économiques de S.N. Prokopovitch à Prague), *Slovanský Přehled*, 1993, n° 1, pp. 55-62.

22. S. NIKOLAEV, *K desjatiletiju pražského Zemgora : obzor dejatel'nosti* (Le dixième anniversaire du Zemgor de Prague : bilan de ses activités), Prague, 1931, pp. 103-107.

23. L.H. RHINELANDER, "Exiled Russian Scholars in Prague : The Kondakov Seminar and Institute", *Canadian Slavonic Papers*, Ottawa, 1974, n° 3, pp. 331-351.

24. T.F. PAVLOVA, *Russkij Zagraničnyj Istoričeskij Arkhiv* (Les Archives historiques russes à l'étranger [de Prague]), *Voprosy Istorii*, Moscou, 1990, n° 11, pp. 19-30. Ces archives, rassemblées entre 1923 et 1938, furent emportées en U.R.S.S. fin 1945.

La presse et l'édition, en tant que supports indispensables à l'essor culturel de la communauté russe en exil, furent prises en considération par le gouvernement tchécoslovaque, qui se montra prêt à y engager des fonds importants.

La plupart des périodiques russes pragois, subventionnés par l'État, connurent une renommée au-delà des frontières nationales. Ce fut le cas des revues socialistes-révolutionnaires *Volja Rossii* ("La liberté de la Russie") et *Revoljucionnaja Rossija* ("La Russie révolutionnaire"), des *Sborniki Krest'janskoj Rossii* ("Les cahiers de la Russie paysanne"), de la revue étudiante *Svoimi Putjami* ("Par nos propres voies") et du Bulletin du Cabinet d'études économiques de S.N. Prokopovitch.

Toutes ces revues d'orientation libérale ou socialiste consacraient une place prédominante aux différents aspects de la vie de l'émigration ainsi qu'à la Russie soviétique, sans pour autant ignorer les sujets concernant l'histoire, la vie politique ou la culture de leur pays d'accueil. Le gouvernement était particulièrement attentif aux revues russes les plus ouvertes à la réalité tchécoslovaque. Ainsi, le responsable au Ministère des affaires étrangères de la répartition des subsides à la presse russe, Jaroslav Papoušek, mentionnait toujours dans les programmes budgétaires les périodiques qui avaient manifesté un quelconque intérêt pour son pays²⁵.

Enfin, des données datant de 1927 font état de subventions importantes accordées par le gouvernement tchécoslovaque à des périodiques russes parisiens de premier plan, tels que les *Sovremennye Zapiski* ("Les annales contemporaines") ou le quotidien dirigé par Alexandre Kerensky *Dni* ("Les jours")²⁶.

Les subsides à la presse russe ne faisaient pas partie, semble-t-il, des chapitres budgétaires de l'Action d'aide aux Russes. On peut donc supposer que les dépenses en faveur de l'émigration russe étaient plus importantes que celles indiquées dans le budget qui lui était officiellement consacré.

L'édition russe à Prague ne commença à se développer réellement qu'à partir de 1923, contrairement à l'édition russe de Berlin qui, après avoir connu un grand essor, subissait alors les importants contrecoups de la crise économique allemande. Cependant, même au mieux de son activité en 1923-1924, le marché du livre russe en Tchécoslovaquie ne pouvait rivaliser avec celui de l'Allemagne, pays qui en 1925 encore restait le centre mondial de l'édition russe avec ses 142 maisons d'édition russes, émigrées ou soviétiques²⁷. Une seule maison d'édition russo-tchécoslovaque *Plamja* ("La flamme") connut une réelle envergure internationale ; elle fut la principale bénéficiaire des subsides accordés par le gouvernement tchécoslovaque à l'édition russe.

25. J. PAPOUŠEK, *Podpora časopisům* (Aide aux revues), 1928-1929 ; cf. AFMZV/II, cart. n° 339.

26. *Ibid.*

27. R.C. WILLIAMS, *Culture in Exile : Russian Emigrés in Germany, 1881-1941*, Ithaca et Londres, 1972, p. 133.

En 1923, la firme russe *Naša Reč'* ("Notre parole"), implantée à Prague en 1920, fut rachetée par la nouvelle maison d'édition *Plamja*. Celle-ci reçut du Ministère des affaires étrangères un crédit spécial d'un million de couronnes qu'elle répartit entre différents types de publications : scientifiques, académiques (droit, philosophie, sciences, histoire) et littéraires²⁸. La spécificité de Prague en tant que capitale universitaire de l'émigration russe rendait indispensable la présence sur place d'une structure d'édition permettant aux professeurs et aux savants russes de maintenir une activité intellectuelle à un niveau au moins égal à celui qu'ils avaient connu en Russie. Ainsi, *Plamja* publiait en priorité les travaux des membres du Groupe académique russe en Tchécoslovaquie (*Russkaja Akademičeskaja Gruppy v ČSR*) sous forme de publications individuelles ou collectives, les *Učenyje Zapiski* ("Notes scientifiques") .

Malgré la grande liberté d'action du directeur de la maison d'édition, Liatsky, et de son comité de lecture (constitué conjointement par des intellectuels russes et tchèques), le choix final des ouvrages revenait au Ministère des affaires étrangères. Après avoir étudié les programmes de publication, ce dernier décidait en effet de l'attribution des subventions²⁹.

Certains documents montrent l'intérêt et le soutien accordés par le gouvernement à *Plamja*. Ainsi, en 1929, cette note du directeur de l'imprimerie chargée des publications de la maison d'édition :

« Le Ministère des affaires étrangères avait accueilli favorablement la suggestion de Liatsky d'éditer des livres russes car, à l'époque, un grand nombre d'émigrés écrivains et savants sollicitaient l'aide du gouvernement tchécoslovaque. Le Ministère avait alors décidé que l'édition de livres russes constituait la forme d'aide la plus avantageuse. Elle devait, d'une part, contribuer à rendre célèbre la Tchécoslovaquie comme centre de littérature slave et d'activité scientifique et, d'autre part, permettre d'assister les émigrés sous forme d'honoraires »³⁰.

Les intérêts du Ministère et du directeur de *Plamja*, Liatsky, se confondaient sur un point précis : tous deux considéraient la maison d'édition comme une entreprise destinée à occuper une place importante sur le marché mondial du livre russe à un moment où l'édition russe en Allemagne montrait des signes de déclin.

Certaines lettres de Liatsky adressées à Beneš font allusion de façon explicite à l'opportunité que représentait la crise allemande pour la promotion de l'édition russe en Tchécoslovaquie³¹ :

28. Lettre (copie) du ministre adjoint des Affaires étrangères, V. Girsá, au directeur de *Plamja*, E. Liatsky, 12 août 1923 ; cf. LAPNPP, fonds Liatsky, archives de *Plamja*.

29. Lettre du ministre des Affaires étrangères adjoint V. Girsá à Liatsky, 12 août 1923 ; LAPNPP, fonds Liatsky, correspondance avec le Ministère des affaires étrangères.

30. Note de F. Richter sur les débuts et le fonctionnement de *Plamja*, 30 décembre 1929 ; LAPNPP, fonds Liatsky, archives de *Plamja*.

31. Bilan de Liatsky à Beneš sur les 36 premiers mois de l'activité de *Plamja* ; LAPNPP, fonds Liatsky, correspondance avec le Ministère des affaires étrangères (non daté).

« L'effondrement de la production du livre et toutes les difficultés économiques et politiques que traverse l'Allemagne actuellement ont interrompu pour un temps le développement méthodique des publications russes. Une maison d'édition telle que la nôtre, qui se donne pour but l'édification d'une Culture Slave, commettrait du point de vue économique et politique une erreur impardonnable en ne profitant pas de cette situation. Il paraît donc indispensable d'imposer d'autres influences dans la production littéraire russe et ceci afin de libérer le marché de l'édition de l'hégémonie et de la censure de l'Allemagne ».

Représentées dans les grandes villes de la diaspora russe (Berlin, Varsovie, Belgrade, New York et Harbin), les Éditions *Plamja* se sont intéressées aux écrivains russes résidant en dehors de Tchécoslovaquie et en particulier à ceux qui, jusque-là, avaient été publiés en Allemagne. Constantin Balmont, Alexandre Kouprine, Dimitri Merejkovsky, Zinaïda Hippus, Boris Zaïtsev et Alekseï Remizov, entre autres, purent ainsi éditer leurs œuvres en Tchécoslovaquie³².

B. Une stratégie réfléchie

L'effort consenti par le gouvernement tchécoslovaque à l'égard de l'émigration russe, sa volonté de rassembler dans le pays les élites culturelles et scientifiques exilées témoignent de la singularité des positions tchécoslovaques en matière de politique d'immigration. Un telle préoccupation pour le développement culturel de la communauté russe en exil conduit naturellement à s'interroger sur le sens de cet investissement. Or, plusieurs facteurs interviennent dans l'implication du gouvernement tchécoslovaque. Certains sont liés aux relations entretenues entre Russes et Tchèques dans la période pré-révolutionnaire. D'autres, plus déterminants, sont fondés sur l'espoir d'une évolution du régime soviétique et, partant, du rôle que pourrait être amenée à jouer l'intelligentsia russe exilée lors de son retour en Russie.

1. Des objectifs politiques

L'intérêt des dirigeants tchécoslovaques pour l'émigration russe découle avant tout des relations anciennes entretenues entre l'opposition tchèque et russe dans la période pré-révolutionnaire.

Au cours de la première décennie du siècle, de nombreux débats avaient eu lieu au sein de l'intelligentsia tchèque sur l'attitude de la Russie à l'égard des

32. Catalogue des publications de *Plamja* in *Vseslavjanskij Kalendar'* (Calendrier pan-slave), Prague, 1926.

aspirations nationales des Slaves de l'Empire austro-hongrois. Au début de la Première guerre mondiale, une partie importante de l'opinion tchèque était russophile et fondait ses espoirs dans une Russie libératrice des peuples slaves d'Europe centrale. Cette conviction était défendue par le chef de file de l'opposition nationale tchèque à Prague, Karel Kramář. Mais l'attentisme russe et le manque d'enthousiasme manifesté par Nicolas II pour la cause tchécoslovaque avaient conduit, dès 1915, les leaders politiques exilés à Paris, c'est-à-dire Masaryk, Beneš et Stefanik, à miser plus sur les puissances occidentales que sur la Russie. De fait, celle-ci ne contribua pas directement à l'émergence de la Première République tchécoslovaque.

La guerre civile intervint peu après la fondation du nouvel État et elle devint l'une des préoccupations prioritaires de la politique extérieure tchécoslovaque. En effet, un grave conflit opposa, à partir de mai 1918, les Légions tchécoslovaques aux Bolcheviks. L'armée nationale tchécoslovaque, constituée par T. Masaryk en été 1917, comprenait 35 000 hommes recrutés en Russie parmi les prisonniers de guerre et les déserteurs de l'armée austro-hongroise. Elle était censée rejoindre la France via Vladivostok afin de renforcer le front de l'Ouest et avait sollicité, avec succès, l'autorisation de traverser le territoire russe³³. Parvenue aux confins occidentaux de la Sibérie, la Légion tchécoslovaque rompit sa promesse de neutralité à l'égard du gouvernement de Russie soviétique et prit ouvertement position contre les Bolcheviks en ouvrant un front sur la ligne ferroviaire du transsibérien. Bien que le rôle de la Légion dans la guerre civile n'ait été que ponctuel, son évacuation se prolongea jusqu'au début de l'année 1920.

Depuis la fin de cette crise, en février 1920, la Tchécoslovaquie s'en était officiellement tenue au principe de non-intervention militaire en Russie. Cette nouvelle orientation de la politique extérieure tchécoslovaque, définie par Masaryk et Beneš, prenait à contre-pied la position du chef de file du courant conservateur, Karel Kramář, en faveur d'un engagement des Tchécoslovaques aux côtés des armées blanches³⁴.

Après la fin de la guerre civile, les dirigeants restèrent très attentifs à l'évolution politique de la Russie soviétique. En été 1921, des relations officielles furent instaurées par l'échange de missions commerciales. Jusqu'à la conférence de Gênes en avril 1922, l'un des axes de la politique étrangère de Prague fut l'aide économique à la Russie³⁵.

Dès janvier 1920, Beneš formula le sens de l'intervention économique tchécoslovaque pour l'évolution du régime soviétique :

33. T.G. MASARYK, *La résurrection d'un État, 1914-1918 : souvenirs et réflexions*, Paris, 1930, pp. 175-204.

34. Z. SLÁDEK, *Slovanská politika Karla Kramáře* (La politique slave de Karel Kramar), *Rozpravy Československé Akademie Věd*, Prague, 1971, 8/2, pp. 54-61.

35. Z. SLÁDEK, *Hospodářské vztahy mezi ČSR a SSSR, 1918-1938* (Les relations économiques entre la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S., 1918-1938), Prague, 1971, pp. 24-40.

« Entreprendre des relations économiques avec la Russie signifie que progressivement, par ces contacts, les Bolcheviks seront obligés d'accepter un grand nombre d'institutions de l'ancien régime, animées peut-être d'un esprit novateur »³⁶.

La catastrophe économique et la famine auxquelles furent confrontées la Russie et l'Ukraine à partir de 1921 conforta les dirigeants tchécoslovaques dans la conviction que le régime soviétique, ne pouvant se passer de l'aide occidentale, serait contraint de se démocratiser.

« Les derniers événements³⁷ et la famine qui sévit en Russie ont suscité un élan de pitié dans le monde entier. Mais, en même temps, ils ont montré clairement ce que certaines personnalités politiques affirment depuis trois ans : il faut intervenir, mais intervenir par une aide à la reconstruction économique à laquelle personne en Russie, et surtout pas les Bolcheviks, ne pourra résister »³⁸.

Sous l'influence du président Masaryk, le gouvernement prévoyait ainsi une intervention en deux temps. Dans l'immédiat, il s'agissait de participer activement à l'action organisée pour venir en aide aux régions sinistrées. La réponse de Masaryk à l'appel lancé le 13 juillet par Maxime Gorki à l'opinion internationale fut pour ainsi dire immédiate. Un comité interministériel fut créé à l'initiative du président le 28 du même mois pour coordonner l'aide humanitaire³⁹.

Dans un deuxième temps, le gouvernement tchécoslovaque, misant sur le caractère inéluctable de l'évolution démocratique du régime soviétique, manifesta un intérêt particulier pour l'émigration russe qu'il considérait alors comme le *vivier potentiel de forces nouvelles*, destiné à prendre la relève pour procéder à la reconstruction de la Russie. Dans une lettre adressée au secrétaire général de la SDN, Eric Drumond, le ministre adjoint des Affaires étrangères, Vaclav Girsá, souligna le lien organique entre l'aide économique immédiate à la Russie et l'investissement à plus long terme, concrétisé par le soutien à l'émigration russe :

« Pour rétablir la Russie, il faut tout d'abord rendre l'agriculture efficace. Pour cela, il est nécessaire : a) de nourrir la population affamée afin de la

36. Discours prononcé devant la Commission étrangère de la Chambre des députés, le 30 janvier 1920 ; cf. *Dokumenty a materialy k dějinám československo-sovětských vztahů* (Documents et matériaux sur l'histoire des relations tchécoslovaque-soviétiques), vol. I, Prague, 1975, p. 334.

37. Beneš fait allusion ici aux événements de Kronstadt, en février-mars 1921.

38. Discours de Beneš, 15 septembre 1921, in *Problémy nové Evropy, projevy a úvahy z roku 1919-1924* (Les problèmes de la nouvelle Europe, discours et réflexions, 1921-1924), Prague, 1924, p. 136.

39. Lettre de Masaryk à Beneš, 28 juillet 1921, in *Cesta Democracie*, vol. II, *op. cit.*, pp. 55-57. De janvier à juillet 1922, le gouvernement tchécoslovaque envoya 12 trains de produits de première nécessité vers les régions les plus touchées, l'Oural, la région de la Volga et l'Ukraine. Z. SLÁDEK, "Hospodářské vztahy...", *op. cit.*, p. 42.

rendre capable de travailler ; b) de lui fournir l'outillage agricole nécessaire, ainsi que les semences, le bétail, etc. ; c) d'introduire en Russie des spécialistes pour faire marcher les usines, les chemins de fer, etc. (...) Le meilleur moyen d'obtenir ces futurs organisateurs de la vie économique russe, possédant l'instruction nécessaire, est de permettre aux étudiants russes actuellement en exil de compléter leur éducation. Enfin, des garanties doivent être obtenues auprès du gouvernement russe pour la protection de leur vie et de leur liberté à leur retour en Russie »⁴⁰.

L'Action d'aide aux Russes était donc conçue comme une contribution à la formation de ces futurs cadres. Les institutions universitaires subventionnées par le gouvernement comme la Faculté de droit ou l'Institut pédagogique russe Jan Komensky avaient été envisagées dans cette optique.

La Tchécoslovaquie, membre de la Petite Entente, alliée privilégiée de la France et de la Grande-Bretagne, ne perdait pas pour autant de vue l'intérêt d'une Russie forte, démocratique et amie, facteur de stabilité politique et économique de la région. La Russie offrait en effet à l'industrie tchécoslovaque un débouché potentiel particulièrement attrayant⁴¹. Le retour en Russie des élites russes, provisoirement installées en Tchécoslovaquie, en même temps qu'il contribuerait au rétablissement du pays, faciliterait par la suite l'établissement d'un partenariat privilégié avec l'ancien pays d'accueil que deviendrait la Tchécoslovaquie.

Le projet de partenariat était également sous-tendu par la crainte d'une mainmise allemande sur l'économie et la culture russes. Les conditions avantageuses accordées par les Soviétiques à l'industrie allemande lors du traité de Rapallo du 16 avril 1922 attisèrent ces appréhensions⁴². La concurrence germano-tchécoslovaque concernant les relations avec la Russie se manifesta dans les politiques suivies à l'égard de l'émigration, comme ce fut le cas notamment dans le domaine de l'édition. Masaryk souligna dans ses écrits les liens privilégiés entre la Russie et le Reich, ne serait-ce que par la connaissance approfondie de la langue et de la culture russes dont faisaient preuve un grand nombre d'Allemands⁴³. Une lettre du 28 août 1922 du Ministère des affaires étrangères adressée au secrétaire général adjoint des Affaires étrangères, Jean Monnet, fait état de rumeurs concernant l'intention de l'Allemagne de favoriser, à l'instar de la Tchécoslovaquie, la concentration des étudiants russes sur son territoire⁴⁴. Cette attention manifestée à l'égard des menées du gouvernement

40. V. Girsá à Eric Drumond, 28 janvier 1922 ; SÚA, fonds RPA, cart. n° 3.

41. Z. SLÁDEK, "Hospodářské vztahy...", *op. cit.*, p. 45.

42. *Ibid.*, p. 46.

43. T.G. MASARYK, *Cesta Demokracie*, vol. II, *op. cit.*, p. 240.

44. Lettre (en français) du Ministère des affaires étrangères à Jean Monnet, 28 août 1922 ; SÚA-RPA, cart. n° 39.

allemand vis-à-vis de l'émigration russe suggère l'existence d'un sentiment de rivalité, attesté du moins du côté tchécoslovaque.

2. Une politique d'accueil sélective

La politique d'asile définie par le gouvernement, par ses ambitions et ses importants sacrifices financiers, nécessitait une sélection de l'immigration. Celle-ci se définit d'abord par la mise en place d'une politique de quota. Dans la mesure où les réfugiés russes de Tchécoslovaquie étaient partiellement ou totalement pris en charge par l'État, il importait de limiter les arrivées dont le maximum fut fixé à 25 000. La sélection s'effectua d'après le profil socio-professionnel des émigrés, puisqu'il s'agissait de promouvoir l'installation des élites. Mais la sélection eut trait également aux appartenances politiques des réfugiés. En effet, l'Action d'aide aux Russes n'avait de sens que dans l'objectif d'un rapatriement à long terme des émigrés en Russie. Or, il paraissait inconcevable que les conservateurs ou les partisans de l'ancien régime puissent se conformer à ce projet qui supposait d'accepter l'effondrement définitif de l'empire et l'ouverture au nouveau cours soviétique. Il était naturel que les dirigeants, en projetant de faire des émigrés les futurs partenaires des relations russo-tchécoslovaques, choisissent des personnalités proches par leurs convictions politiques.

Les archives ont conservé des traces de cette sélection politique. Ainsi à l'automne 1921, les réfugiés en provenance de Turquie et des Îles grecques avaient été soigneusement choisis selon leur opinion au sein d'une commission dirigée par le légat tchécoslovaque à Constantinople. Par la suite, ce dernier avait été tenu pour responsable devant le Ministère des affaires étrangères de l'infiltration en Tchécoslovaquie d'éléments indésirables⁴⁵.

Parmi les représentants des anciens partis politiques russes, les membres et les sympathisants des partis constitutionnel-démocrate (KD) et socialiste-révolutionnaire (SR) furent privilégiés dans l'obtention de l'asile tchécoslovaque.

Les liens de Masaryk avec le parti KD, et plus particulièrement avec son leader Paul Milioukov, étaient anciens. Alors qu'il était ministre des Affaires étrangères du gouvernement Lvoff en mars 1917, Milioukov s'était montré un ardent partisan des aspirations des Slaves d'Autriche et avait salué la constitution de l'armée nationale tchécoslovaque en Russie⁴⁶. Le président Masaryk,

45. Télégramme du Ministère des affaires étrangères à Světlík, 9 septembre 1921 ; AFMZV (Arkhív Ministerstva Zahraničních Věcí – Archives du Ministère des affaires étrangères), Prague, Légation à Constantinople, Rapports politiques, n° 120.

46. T.G. MASARYK, "La résurrection d'un État ...", *op. cit.*, p. 176.

au cours de son long séjour en Russie, de mai 1917 à mars 1918, avait noué de très nombreux contacts avec les milieux libéraux et il favorisa leur venue dans le pays après la fin de la guerre civile⁴⁷.

Prague devint aussi le point de rassemblement des socialistes-révolutionnaires en exil. C'est surtout auprès des hauts fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères que ceux-ci trouvèrent audience. En effet, une partie importante de l'appareil ministériel responsable de la réalisation de l'Action d'aide aux Russes avait été recrutée parmi les leaders politiques des Légions tchécoslovaques. Ce fut le cas de Vaclav Girsá, de Jaroslav Papoušek, de Jan Blahož et de bien d'autres. De tendance socialiste pour la plupart, ces responsables du Ministère étaient, depuis la guerre civile, en relation étroite avec les principaux dirigeants du parti SR tels que Victor Tchernov, Vladimir Zenzinov et Ivan Brouchvit. D'ailleurs le Ministère des affaires étrangères manifesta un grand intérêt pour les activités anti-bolcheviques des SR. Transgressant ainsi le principe officiel de non-intervention à l'égard du régime soviétique, il servit à diverses reprises d'intermédiaire dans des transferts financiers entre les SR de Paris et de Prague⁴⁸. Au moment du soulèvement des marins de Kronstadt en février 1921, les SR auraient reçu du gouvernement tchécoslovaque la somme de 10 millions de couronnes (5 millions FF)⁴⁹.

La plupart des personnalités politiques de l'émigration purent mener une activité lucrative dans les revues russes ("La liberté de la Russie", "La Russie révolutionnaire") ainsi que dans des institutions subventionnées par l'État. Leur salaire était donc prélevé sur le budget de l'Action d'aide aux Russes. Seuls quelques uns firent exception. Ekaterina Brechko-Brechkovskaïa et la famille de Boris Savinkov⁵⁰ recevaient directement une pension du Ministère des affaires étrangères.

Le soutien privilégié du Ministère des affaires étrangères aux socialistes russes ne fut pas sans incidence sur l'organisation interne de la communauté. Ainsi, le comité pragois de l'Union des zemstva et des villes (le Zemgor) était dirigé par des SR (V.M. Zenzinov, V.I. Gourevitch et I.M. Brouchvit). Cette organisation humanitaire, créée par les libéraux au cours de la Première guerre, se reconstitua en émigration et fut très active dans les différents centres de la

47. N.O. LOSSKIJ, *Vospominanija* (Mémoires), Munich, 1968, pp. 220-221.

48. On peut citer à titre d'exemple la dépêche de la Légation tchécoslovaque à Paris au Ministère des affaires étrangères : "Je vous envoie la somme de 30 000 F de la part de M. Avksentiev et je vous prie de la transmettre au plus vite à M. Brouchvit", 8 décembre 1920 ; AFMZV, Légation à Constantinople, Rapports politiques, n° 21.

49. Z. SLÁDEK, *Russkaja i ukrainskaja emigracija v Āekhoslovakii* (L'émigration russe et ukrainienne en Tchécoslovaquie), *Sovetskoe Slavjanovedine*, Moscou, juin 1991, p. 24.

50. En 1925, Vera Savinkov-Miagkov et Victor Savinkov recevaient une pension gouvernementale de 2 000 Kcs et de 1 500 Kcs par mois ; SÚA-PP, S-3/9.

diaspora. Grâce au soutien financier de l'État tchécoslovaque, le Zemgor de Prague put procurer une aide matérielle, juridique et médicale à de nombreux réfugiés russes. Le Ministère des affaires étrangères fit de cette organisation le représentant officiel de la colonie russe en lui attribuant des prérogatives quasi-consulaires. Le Consulat de Russie, officiellement en place à Prague jusqu'en 1923, fut de facto mis à l'écart au profit du Zemgor. Ce dernier enregistrait les nouveaux arrivants et constituait un intermédiaire pratiquement obligatoire pour l'obtention du permis de séjour. Il était également habilité à délivrer des certificats d'identité, de mariage et de divorce.

De même, la présence des SR se fit sentir dans les activités culturelles de l'émigration. Les Éditions *Plamja*, bien qu'observant une stricte neutralité politique en raison du caractère scientifique de leurs publications, furent souvent considérées comme l'un des fiefs socialistes. La présence, à leur tête, de deux membres actifs du parti SR, Marc Slonime, secrétaire de *Plamja*, et Fédor Mansvetov, directeur commercial, joua un rôle évident dans les accusations de parti-pris de gauche auxquelles était sujette la maison d'édition. La lettre de démission rédigée par Marc Slonime est à cet égard significative :

« Je pense que cette décision profitera à chacun de nous. Mon départ fera cesser toutes ces rumeurs qui vous tracassent, selon lesquelles vous seriez sous l'influence d'un certain "groupuscule". Ainsi il ne pourra plus être question de vos liens privilégiés avec les SR »⁵¹.

La politique de "donner sans compter" de l'État tchécoslovaque ne pouvait durer qu'avec la conviction que l'exil des émigrés russes était provisoire. La présence prolongée de ces derniers en Tchécoslovaquie, au-delà des prévisions, allait conduire les autorités à reconsidérer leur soutien.

II. LE DÉCLIN DE L'AIDE TCHÉCOSLOVAQUE AUX ÉMIGRÉS RUSSES (1926-1938)

Le tournant de la politique gouvernementale à l'égard de l'émigration russe remonte à 1925. A cette date, les dirigeants semblent s'être rendu à l'évidence de la réalité durable du régime soviétique et il fut question, au cours de l'année, de reconnaître *de jure* l'U.R.S.S. Si la démarche n'aboutit pas, elle mit néanmoins en lumière la nouvelle orientation de la politique extérieure tchécoslovaque et, partant, l'abandon du projet de retour des émigrés en Russie.

51. Lettre de Marc Slonime à Liatsky, non datée (1925) ; LAPNPP, fonds Liatsky, lettres reçues.

Le 30 décembre 1925, le principe de la liquidation de l'aide aux émigrés russes fut adopté par le Conseil des ministres⁵². Le Ministère des affaires étrangères obtint toutefois que celle-ci se déroulât de façon progressive afin de ne pas compromettre les acquis culturels obtenus grâce à l'Action d'aide aux Russes⁵³.

Cependant, la diminution des budgets dévolus à l'émigration ne devint sensible qu'à partir de 1927. Ainsi les subsides de l'Action d'aide aux Russes, qui s'élevaient à 71 010 894 Kcs en 1926, passèrent à 38 338 546 Kcs en 1928, 15 751 320 Kcs en 1931 et 2 950 000 Kcs en 1934⁵⁴.

A. Des attentes déçues

Au cours de la deuxième moitié des années 20, une certaine lassitude gagna les milieux politiques et intellectuels tchécoslovaques à l'égard des émigrés russes. La faiblesse des relations établies par les Russes avec leur société d'accueil, le manque d'intérêt qu'ils manifestaient pour la culture tchécoslovaque attisèrent la déception de ceux qui les avaient jusqu'alors soutenus.

Un article paru le 1^{er} août 1926 dans l'organe d'information du parti agrarien tchèque *Venkov* ("La campagne"), parti d'ordinaire bien intentionné à l'égard des émigrés russes, reflète les tensions qui commençaient à poindre :

« Pour ces gens-là, la culture tchèque restera toujours étrangère et notre État ne peut rien en attendre de bon à l'avenir. D'ailleurs, cette émigration retournera-t-elle en Russie ? Si l'on tient compte de la stabilisation relative du régime actuel, elle n'y reviendra pas dans un avenir proche (...). Objectivement, les étudiants russes n'ont ni pour notre État ni même pour la solidarité slave cet intérêt qu'on leur avait supposé »⁵⁵.

Beneš lui-même, dans un article publié en 1926 par la revue *Slovanský Přehled* (la "Revue Slave"), se dit convaincu de l'inutilité de l'émigration en tant que relève politique pour la Russie :

« Nous sommes conscients que jamais, dans aucune révolution, l'émigration n'a retrouvé les postes qu'elle occupait avant son départ. L'émigration russe ne va plus jouer de rôle politique à l'exception, peut-être, de quelques individus »⁵⁶.

52. Protocole du Conseil des ministres du 30 décembre 1925 ; SÚA-PMR/S/706, cart. n° 256.

53. Lettre de V.Girsa au Présidium du Ministère des affaires étrangères, 4 décembre 1925, SÚA, *ibid.*

54. E. Chinyeva, *op. cit.*, p. 22.

55. *Ruská studující emigrace* (L'émigration étudiante russe), *Venkov*, Prague, 1^{er} août 1926.

56. E. BENEŠ, *Problémy slovanské politiky* (Les problèmes de la politique slave), *Slovanský Přehled*, 1926/4, p. 207.

Le malaise qui apparut dans les relations avec l'émigration russe était également fondé sur un malentendu. Alors que les Tchécoslovaques attendaient des réfugiés certaines marques de reconnaissance, ces derniers étaient en partie persuadés que l'Action engagée par l'État leur était due. En effet, la plupart des émigrés pensaient que les Légions tchécoslovaques s'étaient approprié, lors de leur évacuation de Sibérie en 1920, une part de la réserve d'or russe et que les subsides qui leur étaient octroyés provenaient du "trésor russe"⁵⁷. Ainsi, pour nombre de réfugiés, l'Action d'aide aux Russes représentait moins l'expression d'une solidarité envers les Russes que l'acquittement d'une dette⁵⁸.

La première modification concernant le mode d'organisation de l'Action d'aide aux Russes se traduisit par la suppression des subsides accordés au Zemgor. A partir du 1^{er} mai 1926, la Croix-Rouge tchécoslovaque devint le seul organisme subventionné par le gouvernement pour répartir l'aide caritative aux émigrés russes. L'un des principes du Ministère des affaires étrangères avait été de laisser une entière autonomie au Zemgor dans la gestion et la répartition des subsides de l'État, au point qu'il ne contrôlait pas même les bilans annuels des dépenses. Cette indépendance avait été initialement justifiée par le fait que les Russes n'étaient que des invités temporaires. Le transfert des compétences du Zemgor à un organisme tchécoslovaque marqua un tournant dans la politique gouvernementale de soutien aux émigrés⁵⁹. En 1927, le Ministère des affaires étrangères manifesta le souhait que la gestion des pensions aux émigrés russes fût transmise au Ministère des affaires sociales⁶⁰. La question de l'émigration russe devint alors progressivement une pure affaire de gestion sociale.

La réduction des fonds de l'Action d'aide aux Russes amena le Ministère des affaires étrangères à les concentrer au profit des institutions les plus renommées de l'émigration. Ainsi, le Cabinet d'études économiques de S.N. Prokopovitch et les Archives historiques russes, les deux fleurons de la communauté russe de Prague, purent continuer à se développer. En revanche, l'Institut des études de la Russie, qui avait fait preuve d'une importante activité pendant

57. Cette réserve d'or d'une valeur proche de 650 millions de roubles-or, aux mains de l'amiral Koltchak depuis novembre 1918, avait été confiée en janvier 1920 aux Légions tchécoslovaques par les hauts-commissaires alliés. Pour quitter le territoire russe, les Légions avaient dû remettre l'or aux autorités soviétiques en mars 1920. Selon des rumeurs, non vérifiées jusqu'à présent, une partie de la réserve aurait été conservée et emportée en Tchécoslovaquie. Z. SLÁDEK, *Ruský zlatý poklad v Československu ?* (La réserve d'or russe est-elle en Tchécoslovaquie ?), *Slovanský Přehled*, 1965, n° 3, pp. 141-154.

58. L'ex-recteur de l'Université de Moscou, M. Novikov, émigré à Prague, rend compte de cet état d'esprit dans ses Mémoires ; voir *Russkie v Prage* (Les Russes à Prague), *The New Review*, New York, 1959, n° 49, p. 244.

59. Z. SLÁDEK, "Russkaja i ukrainskaja emigracija", *op. cit.*, p. 29.

60. Procès-verbal de la réunion inter-ministérielle du 7 février 1927 ; AFMZV/II, cart. n° 261.

cinq ans, fut fermé en 1929. Les Archives historiques, fondées par le Zemgor en 1923, passèrent en 1928 sous l'autorité directe du Ministère des affaires étrangères et furent retirées du budget de l'Action d'aide aux Russes. Le Cabinet Prokopovitch resta sous l'administration du Zemgor jusqu'à la liquidation complète de ce dernier en 1935. Les aides individuelles de l'État, bourses et pensions, furent réduites. Entre 1921 et 1931, 4 826 étudiants russes purent bénéficier d'une aide gouvernementale⁶¹. Au cours de l'été 1931, alors que le Comité d'aide aux étudiants russes avait encore à charge 500 étudiants, le Ministère des affaires étrangères rendit publique sa décision de fermer le Comité dans les plus brefs délais⁶². A partir du 1^{er} janvier 1932, le président Masaryk prit sous sa protection personnelle les étudiants du Comité. Entre 1932 et 1936, 192 jeunes émigrés purent ainsi achever leurs études⁶³.

Les pensions octroyées aux intellectuels diminuèrent également, mais pour des raisons quelque peu différentes. A partir de 1925, le nombre de professeurs russes assistés par le gouvernement fut en baisse⁶⁴, évolution qui s'explique surtout par les départs, nombreux, pour des universités étrangères et l'obtention de postes en Tchécoslovaquie même. En 1930, 41 écrivains et journalistes recevaient mensuellement des sommes de 400 à 1 400 Kcs contre 36 en 1932⁶⁵. Le gouvernement accordait également à des personnalités diverses, pour la plupart retraitées, une pension de 500 à 1 500 Kcs. Paradoxalement, de nouvelles pensions d'État furent distribuées durant la période où le budget de l'Action d'aide aux Russes subit des réductions drastiques. A. Argounov (1930), N. Astrov (1929), V. Boulgakov (1930), V. Gourevitch (1928), S. Maslov (1929) et V. Tchernov (1929) figuraient notamment au titre des nouveaux bénéficiaires⁶⁶. Ces personnalités, qui avaient occupé des postes importants dans les anciennes institutions russes de Prague, étaient désormais assistées par l'État. Lors de la fermeture, en 1928, de l'Institut des études de la Russie, ses principaux animateurs, V. Tchernov, S. Maslov et G. Chreïder furent placés sous la protection directe du Ministère⁶⁷.

61. SÚA, Inventaire du fonds KRUS, p. 7.

62. Lettre de A. Hajn à K. Kramář sur la suspension des bourses aux étudiants russes, 7 août 1931 ; ANM, fonds Kramář, cart. n° 8.

63. Inventaire du fonds KRUS, *op. cit.*, p. 8.

64. Pour citer quelques noms: G.V. Vernadsky à Yale, P. Sorokine à Harvard, N.S. Timachev à l'Institut d'études slaves de Paris puis à Harvard, D.D. Grimm à Tartu, V.A. Miakotine à Sofia, etc. En Tchécoslovaquie, A.A. Kizevetter et N.L. Okouniev à l'Université Charles à Prague, M.A. Zimmermann et R. Jakobson à l'Université Masaryk à Brno, etc.

65. "Bilan des subsides", *op. cit.* ; Z. SLÁDEK, "Russkaja i ukrainskaja emigracija", *op. cit.*, p. 31.

66. Liste des personnalités de l'émigration russe recevant une pension en 1931-1932 ; AFMZV/II, cart. n° 256a, doc. 159 677.

67. Lettre du Ministère des affaires étrangères au Zemgor, 27 novembre 1928 ; AFMZV/II, cart. n° 261.

Au début des années 30, lors de la récession économique, le budget du Ministère des affaires étrangères dévolu à l'émigration russe s'effondra, passant en 1931 de 10 millions de couronnes à 3,3 millions l'année suivante. La moitié de ce budget était consacrée aux aides individuelles. Le nombre de bénéficiaires s'accrut malgré la constante diminution du budget entre 1932 et 1934. Comme le remarquait un haut fonctionnaire du Ministère des affaires étrangères dans un document relatif au plan budgétaire de 1933 :

« La crise économique touche en priorité les émigrés russes et ukrainiens. Ils sont, en tant qu'étrangers, les premiers à perdre leur emploi et ils n'arrivent pas à trouver de travail. Ils n'ont pas la possibilité d'aller à l'étranger car les frontières sont fermées. Par conséquent, 25 nouvelles demandes d'aide individuelle sont acceptées »⁶⁸.

Le déclin progressif de l'Action d'aide aux Russes alla de pair avec l'amoin-drissement de la communauté émigrée. En 1931, le nombre de réfugiés était estimé à 9 000 contre 20 000 en 1925 et il resta stable jusqu'à la veille de la guerre⁶⁹. Les nombreux départs pour l'étranger et, dans une moindre mesure, les naturalisations⁷⁰, sont à l'origine de cette diminution numérique.

Le gouvernement suivait avec attention le phénomène nouveau que constituait le départ des Russes. En 1927, le Ministère des affaires étrangères modifia le statut des émigrés. Ceux-ci avaient jusqu'alors bénéficié d'un passeport tchécoslovaque provisoire dit "*Prozatímní cestovní pas*" qui leur avait permis de sortir et rentrer dans le pays sans avoir à solliciter de visa, ce qui n'était pas le cas des réfugiés de la diaspora détenteurs du passeport Nansen. A partir de 1927, le Ministère engagea les réfugiés de Tchécoslovaquie à solliciter le passeport Nansen, considérant que « l'utilisation des passeports provisoires par certains émigrés partis de Tchécoslovaquie, ou ayant à partir consécutivement à la liquidation de l'Action d'aide aux Russes, pourrait porter préjudice à l'État et nuire à sa réputation »⁷¹. Dans quelle mesure cette modification des statuts traduisait-elle la volonté d'encourager le départ définitif des Russes ? Cette question renvoie à celle, plus vaste, des capacités de la Tchécoslovaquie à intégrer économiquement les émigrés.

68. Plan budgétaire du Ministère des affaires étrangères pour 1933 ; AFMZV/II, cart. n° 256a, doc. 37 485.

69. *Almanach Tchécoslovaque*, années 1926 et 1932. D'après la Croix-Rouge tchécoslovaque, il y avait en 1938 environ 8 000 réfugiés russes et 900 réfugiés ukrainiens. Lettre de M. Kopecký au Ministère des affaires étrangères, 12 novembre 1938 ; AFMZV/II, cart. n° 258.

70. J.H. SIMPSON donne les chiffres de 464 réfugiés russes naturalisés en 1934, 578 en 1935 et 347 en 1936 ; *op. cit.*, p. 390.

71. Lettre du Ministère des affaires étrangères au Ministère de l'intérieur, 26 mars 1927 ; SÚA-MV, 1925-1930, 245/48/67.

B. Une faible intégration

Dès les années 20, les Russes se sont heurtés à de nombreuses difficultés sur le marché du travail tchécoslovaque. Les étudiants étaient les premiers confrontés aux problèmes de l'insertion professionnelle. En 1924-1925, les premières promotions de la Faculté russe de droit constataient déjà l'inutilité de leur diplôme dans la recherche d'un emploi. Même des interventions effectuées en leur faveur étaient vouées à l'échec comme le montre une réponse négative du Ministère de la justice du 17 juillet 1924 à une demande de Kramář :

« Aucun tribunal, que ce soit en Slovaquie ou en Russie sub-carpathique, n'est en mesure d'offrir un poste aux réfugiés russes en faveur desquels vous intercédez »⁷².

La majorité des étudiants russes ayant suivi leurs études dans des universités ou dans des écoles polytechniques tchécoslovaques étaient munis d'un diplôme national qui, en principe, leur donnait le droit d'exercer une profession correspondant à leur spécialité. La réalité était, cependant, sensiblement différente. Les statistiques de l'Association des diplômés des grandes écoles montrent que, sur 1 346 inscrits entre 1925 et 1928, 382 trouvèrent un emploi conforme à leur formation. 80 % des anciens étudiants en lettres et en sciences humaines furent recyclés dans des métiers divers, manuels pour la plupart⁷³. Ces "reconversions" étaient d'ailleurs particulièrement utiles pour les candidats au départ à l'étranger. En effet, plus de la moitié des membres de l'Association quitta la Tchécoslovaquie avant 1928.

L'attitude des autorités concernant le problème de l'emploi des émigrés russes est mal connue, les archives sur le sujet étant quasi-inexistantes. Toutefois, il semble que le gouvernement ait surtout encouragé le placement à l'étranger. D'après le secrétaire du Zemgor, S.N. Nikolaïev, le Ministère des affaires étrangères aurait même contribué financièrement en 1925 et en 1926 à la dénommée "action de migration" organisée par le Zemgor, qui faisait office de bureau de placement des réfugiés, lesquels étaient essentiellement dirigés vers la France. Ainsi à deux reprises, le Comité aurait reçu du Ministère les sommes de 129 282 080 Kcs et de 239 997 500 Kcs, devant être distribuées aux candidats au départ⁷⁴.

72. Lettre du secrétaire du ministre de la Justice à Karel Kramář, 17 juillet 1924 ; ANM, fonds Kramář, cart. n° 6.

73. S. POSTNIKOV, *op. cit.*, p. 174.

74. S. NIKOLAIEV, *op. cit.*, p. 132.

En 1928, une nouvelle législation sur le droit du travail des étrangers toucha de plein fouet les émigrés russes entrés en Tchécoslovaquie après le 1^{er} mai 1923⁷⁵. En effet, tout employeur était tenu, sous peine de pénalisation, de demander l'autorisation de la Préfecture pour embaucher un travailleur ayant immigré après cette date. Cette autorisation n'était délivrée que s'il était démontré qu'aucun citoyen tchécoslovaque n'avait été trouvé pour l'emploi proposé. Près de 5 000 émigrés russes furent touchés par cette mesure.

C. Le coup de grâce : le rapprochement soviéto-tchécoslovaque (1934-1938)

Outre la récession économique du début des années 30, le rapprochement soviéto-tchécoslovaque, concrétisé par le Traité d'alliance militaire de 1935, contribua à marginaliser l'émigration et à faire des réfugiés des "persona non grata"⁷⁶. Le 12 juin 1934, trois jours après l'établissement des relations diplomatiques soviéto-tchécoslovaques, une campagne lancée contre les émigrés russes par le quotidien communiste *Rudé Pravo* fit grand bruit, y compris dans les milieux gouvernementaux :

« Ouvriers ! Manifestez pour la défense de l'Union soviétique. Faites circuler partout, dans les usines et dans les villes, des pétitions pour l'expulsion des Gardes blancs de Tchécoslovaquie. Envoyez vos pétitions à l'adresse du Ministère des affaires étrangères à Prague ».

A propos de cette affaire, le Ministère des affaires étrangères envoya au Ministère de l'intérieur les instructions suivantes :

« Cette campagne, qui va selon toute vraisemblance continuer, peut provoquer l'impression fautive selon laquelle le gouvernement tchécoslovaque tolère sur son territoire des organisations d'émigrés dont l'activité va à l'encontre des engagements pris à l'égard de l'U.R.S.S. lors de l'établissement des relations diplomatiques. Le Ministère des affaires étrangères estime utile de disposer d'informations sur l'activité de l'émigration russe. Par conséquent, il demande au Ministère de l'intérieur d'établir la liste de toutes les associations et organisations d'émigrés russes ; il demande aussi de surveiller à l'avenir leurs activités »⁷⁷.

En septembre 1934, le Ministère des affaires étrangères fit part à la Cour des comptes de sa décision de transmettre entièrement l'administration des subsides aux émigrés russes à la Croix-Rouge tchécoslovaque en avançant l'explication suivante :

« En ce moment, il faut prendre en compte le fait que les aides attribuées directement par le Ministère des affaires étrangères pourraient être interprétées

75. *Ibid.*, pp. 32-37.

76. Les deux États se reconnurent réciproquement *de jure* le 9 juin 1934, soit dix ans après la Grande Bretagne, l'Italie et la France. Des relations diplomatiques *de facto* avaient été cependant établies dès 1921.

77. Note du Ministère des affaires étrangères au Ministère de l'intérieur, 18 juin 1934 ; AFMZV/II, cart. n° 258a.

comme un soutien à des personnalités politiques précises de l'émigration russe et l'aspect social de cette action pourrait être mis en doute »⁷⁸.

A la demande du Ministère des affaires étrangères, les mouvements politiques russes furent placés sous la surveillance étroite de la Préfecture de police. Ce contrôle renforcé des émigrés russes était aussi bien dicté par le souci de ne pas tolérer sur le territoire tchécoslovaque des éléments violemment hostiles à l'Union soviétique que par la crainte que ces mêmes éléments ne soient attirés par l'anti-bolchevisme allemand. L'attention des autorités se porta principalement sur diverses organisations nationalistes russes telles que l'Union de Gallipoli, les Sokols russes, la Fraternité de la vérité russe (*Bratstvo Ruskoj Pravdy*) et surtout l'Union nationale du travail de la nouvelle génération (*Nacional'nyj Trudovoj Sojuz Novogo Pokolenija*)⁷⁹. Cette organisation de jeunesse était jugée particulièrement dangereuse car elle appelait au renversement du régime soviétique par la lutte armée⁸⁰. D'autre part, elle était soupçonnée par le Ministère de l'intérieur d'être en relation avec le général Biskoupsky, représentant officiel des émigrés russes d'Allemagne auprès du Reich⁸¹. D'après un rapport de police tchécoslovaque, les réunions politiques de l'association avaient lieu dans la clandestinité et n'étaient pas annoncées aux autorités « ce qui prouve que ces activités sont en désaccord avec les intérêts de la République tchécoslovaque, d'autant plus qu'il s'agit de l'activité politique d'étrangers »⁸². En mai 1936, l'organisation fut interdite en Tchécoslovaquie⁸³.

Suite au rapprochement soviéto-tchécoslovaque, la présence de la communauté russe devint tout juste tolérée. En juin 1935, la participation de personnalités officielles tchécoslovaques aux manifestations publiques organisées par

78. Lettre du Ministère des affaires étrangères à la Cour suprême des comptes, 22 septembre 1934 ; AFMZV/II, cart. n° 260. Le Cabinet de Prokopovitch resta administré par le Ministère.

79. Lettre du Ministère de l'intérieur au Ministère des affaires étrangères faisant part de la liste des organisations russes et de leurs tendances politiques, fournie par la Préfecture de police, 27 août 1936 ; AFMZV-Trésor, cart. n° 7a.

80. Fondé au début des années 30, le NTS-NP regroupait des jeunes émigrés russes appelés "Novopokolentsy". Partisan du principe d'un régime autoritaire fondé sur une forte cohésion sociale, nationale et religieuse du peuple russe, le NTS-NP était une organisation active particulièrement bien implantée en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Allemagne. V. VARŠAVSKIJ, *Nezamed'ennoe pokolenie* (La génération inaperçue), New York, 1956.

81. Lettre du Ministère de l'intérieur au Ministère des affaires étrangères sur les activités de Biskoupsky et sur ses liens avec Prague, 2 juin 1936 ; AMZV-Trésor, cart. n° 7a.

82. Rapport de la Préfecture de police sur l'affaire du NTS-NP, 11 mai 1936 ; AFMZV-Trésor, cart. n° 7a.

83. Lettre d'information du Ministère de l'intérieur au Ministère des affaires étrangères sur le cours de l'affaire du NTS-NP, 3 juin 1936 ; AFMZV-Trésor, cart. n° 7a.

des émigrés russes fut interdite par le Ministère des affaires étrangères⁸⁴. Selon le témoignage du professeur Liatsky, les personnalités prestigieuses de l'émigration, qui avaient jusqu'alors été très présentes dans les manifestations officielles tchécoslovaques, ne furent plus sollicitées⁸⁵.

Peu à peu, ceux qui avaient été honorés en tant que représentants de la culture russe en Tchécoslovaquie portèrent ombrage aux nouveaux intérêts de l'Etat. Le retrait de la communauté russe accompagna le déclin de la Première République.

Le Protectorat allemand de Bohême-Moravie, établi le 15 mars 1939, allait mettre en place son propre système d'administration des affaires de la colonie russe en collaboration avec des émigrés appartenant à l'Union nationale russe (*Ruské Nacionální Sjednocení*). Tolérée par les autorités d'occupation, la communauté russe se replia sur elle-même. Les institutions culturelles telles que le Cabinet Prokopovitch ou les Archives historiques russes furent supprimées ou mises sous contrôle allemand. Avec la chute de la Première République, la communauté russe de Tchécoslovaquie fut vouée à la disparition.

L'âge d'or de l'Action d'aide aux Russes en Tchécoslovaquie fut bref mais remarquable. Non dénuée d'utopie, la politique de soutien au développement de la culture russe défendue par les dirigeants fut insolite en Europe et elle porta ses fruits. Si, dès la deuxième moitié des années 20, le "réalisme" l'emporta sur l'esprit de générosité et de grandeur qui avait inspiré l'Action d'aide aux Russes, le gouvernement se montra néanmoins fidèle à ses engagements. La volonté de ne pas mettre fin brutalement aux subsides et de permettre la poursuite de certaines activités témoigne en ce sens. Peu à peu, l'œuvre de pure assistance se substitua à l'ambitieux projet initial. Le rôle personnel joué par Masaryk dans le soutien matériel aux réfugiés montre, s'il en était besoin, la responsabilité dont fit preuve le président de la République à l'égard des réfugiés russes. De fait, l'avènement à la tête du nouvel État tchécoslovaque d'un intellectuel formé dans l'opposition démocratique et européenne de l'avant-Première guerre ne fut pas sans incidence sur la mise en place de l'Action d'aide aux Russes. Poursuivant, au-delà de l'engagement gouvernemental, son aide à l'intelligentsia russe, Masaryk chercha à protéger ceux qui représentaient, comme lui, une génération inspirée et dévouée à l'idéal d'émancipation par la culture et la démocratie. Le rapprochement soviéto-tchécoslovaque renforça l'isolement progressif de la communauté russe, mais il ne ternit pas pour autant l'empreinte laissée par l'œuvre accomplie. En l'espace de quelques années, Prague s'est imposée comme l'un des centres les plus rayonnants de la vie intellectuelle russe en exil. Sa production scientifique et littéraire est encore loin d'avoir été exhaustivement étudiée.

84. Lettre du Ministère des affaires étrangères au Présidium du Conseil des ministres, 3 juin 1935 ; AFMZV-Trésor, cart. n° 6a.

85. Lettre de E. Liatsky au Président du Comité national Pouchkine, le 4 janvier 1937 ; LAPNPP, fonds Liatsky.